

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

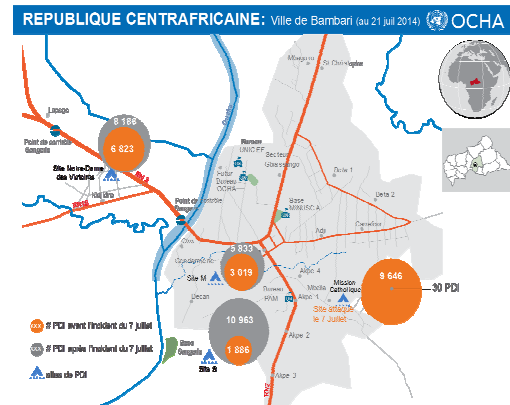
Rapport de situation No.35 (au 21 juillet 2014)



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 15 au 21 juillet 2014. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 07 août 2014.

Faits saillants

- A Bambari, les derniers chiffres montrent que 8 186 personnes sont déplacées internes dans le site de l'Eglise Notre Dame des Victoires, 10 963 dans le site S (proche de la base Sangaris) et 5 833 dans le site de M (proche de la base MISCA).
- Environ 103 400 PDI restent à Bangui. Soit une légère augmentation de 400, comparée à la semaine passée.
- FEWS NET alerte sur le fait que malgré le début de la période de récolte pour certaines cultures, l'insécurité alimentaire à des niveaux de crise (phase 3) pourrait se poursuivre jusqu'en décembre.



528 400

PDI en RCA, dont :
103 400
 PDI à Bangui (soit une légère hausse de 400 par rapport aux 103 000 de la semaine dernière)

38%

Financement reçu (environ 212 millions de dollars) dans le cadre du SRP révisé d'un montant total de 565 millions de dollars

4,6 millions

Population de la RCA
2,5 millions
 Personnes ayant besoin d'une assistance

Sources: OCHA, CMP, Cluster Protection et FTS

Aperçu de la situation

En raison d'une nouvelle attaque armée à Bambari (préfecture de Ouaka) le 7 juillet, le nombre de PDI a augmenté dans trois principaux sites. Il y a maintenant 8 186 PDI sur le site de Notre-Dame des Victoires (NDV), 10 963 sur celui de S (proche de la base Sangaris) et 5 833 sur le site M (proche de la base MISCA).

Les partenaires humanitaires continuent à fournir une assistance vitale aux personnes touchées. OMS et UNICEF en partenariat avec MSF et Save the Children offrent des services de santé dans les trois sites. Sur les sites M et S, Save the Children a traité environ 860 patients, dont 358 enfants de moins de 5 ans.

Environ 13 200 PDI ont reçu 20 m³ d'eau / jour fournis par la CICR. Dix installations de chloration sont disponibles autour des points d'eau utilisés par les PDI dans les trois sites. Triangle Génération Humaine / UNICEF a construit 30 nouvelles latrines pour hommes et femmes et 18 latrines pour les enfants dans le site S. 10 latrines sur une cible de 48 ont été construites par CRF sur le site de NDV. Trois fosses à ordures ont été creusées dans le site S et cinq sur le site de NDV. CRF a collecté environ 15 m³ de déchets solides et les a transférés dans la zone de stockage à proximité du site M. CRF a organisé des activités de promotion de l'hygiène axée sur le lavage des mains, l'hygiène alimentaire et environnementale pour 3 900 PDI du site M. UNICEF / RRM et le HCR, à travers leurs partenaires ACTED et COOPI, ont respectivement assisté en kits NFI, 3200 ménages des sites S, M et NDV.

La communauté humanitaire en RCA condamne le pillage continu et le lynchage arbitraire de civils. Le 18 juillet, un convoi de camions loués par le HCR et le PAM transportant des fournitures humanitaires a été attaqué et pillé.

sur l'axe Bangui-Bossangoa (préfecture de Ouham). Toutes les parties impliquées dans le conflit sont appelées à respecter la protection des civils et à assurer un accès sans entrave de l'aide humanitaire aux personnes touchées.

Le 16 juillet, un groupe de 58 retournés tchadiens de la RCA, dont trois enfants, ont été autorisés à entrer dans le pays par les autorités tchadiennes. Ils étaient arrivés à Moyen Sido (RCA) à la frontière avec le Tchad à bord de leurs propres véhicules. Après avoir subi un examen médical rapide au centre de santé de MSF dans le camp de transit de Sido, ils ont progressé sur le site temporaire de Maingama. La frontière avec la RCA est officiellement fermée et les forces sécuritaires ont été renforcées le long de la frontière.

La Commission mouvements de la population (CMP) indique un nouveau chiffre de 103 400 PDI à Bangui, reflétant une légère hausse de 400 sur les 103 000 de la semaine dernière. Le site de l'aéroport M'Poko détient toujours le plus grand nombre de PDI dans la ville (37 400), en attendant l'ouverture de nouveaux sites de réinstallation.

Le Gouvernement malien finance une évacuation par avion de Bangui à Bamako (dates à confirmer) pour leurs ressortissants. L'OIM fournit le soutien logistique et le transport. Il a assuré l'enregistrement, le contrôle sanitaire et le transport escorté par la MISCA de 88 Maliens de Boda à un site de transfert à Bangui le 19 juillet. La Croix-Rouge fournit la nourriture et l'eau, tandis que le centre de santé de l'OIM offre les consultations médicales. L'OIM a effectué l'enregistrement et pris en charge le contrôle sanitaire de 224 Maliens résidant à Bangui.

L'OIM effectue l'enregistrement, le contrôle sanitaire, la formation en éducation civique et assure le transport des éléments ex-Séléka cantonnés à Bangui et qui ont accepté d'être désarmés et démobilisés. L'équipe de l'OIM a réalisé un pré-enregistrement de 2 114 éléments de l'ex-Séléka et d'autres groupes liés au conflit sur les trois sites de cantonnement. La construction du centre de départ est finalisée. Ce centre est localisé dans le site de cantonnement de la RDOT (camp militaire) à PK11, où OIM cible 1 041 ex-combattants (ex-Séléka). Ils seront organisés en groupes de 200 dans les deux à trois prochains mois.

Le Réseau du Système d'alerte précoce de la famine (FEWS NET) alerte que les conditions de la phase 3 de la PCI se poursuivent dans les zones les plus touchées par le conflit en raison de la baisse de la disponibilité de la nourriture et celle des revenus. Malgré le début de la période de récolte de certaines cultures, l'insécurité alimentaire au niveau de crise (Phase 3) pourrait se poursuivre jusqu'en décembre.

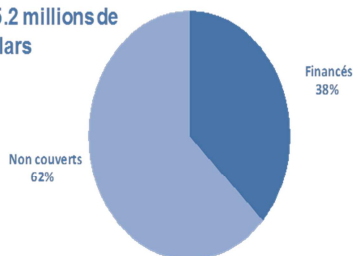
La dernière étude sur le développement du marché réalisée par ACF à Bangui et dans les préfectures a révélé que les perspectives limitées de la reprise économique et l'évolution et la fluctuation des prix restent largement tributaires des facteurs suivants: i) la criminalité et les barrières illégales contrôlées par des groupes armés limitent la prise de risque et les marges financières; ii) les difficultés d'accéder aux zones de production agricole élevée en raison de l'insécurité; iii) le manque de transport et; iv) la baisse du pouvoir d'achat des ménages, qui pourrait s'aggraver pendant de la période de soudure.

Financement

Le plan de réponse stratégique (SRP) pour la RCA est financé à hauteur de 38 pour cent. Le relèvement précoce, l'éducation, la nutrition et l'abri d'urgence sont les secteurs les moins financés.

FINANCIEMENT - RCA: PLAN DE REponse STRATEGIQUE 2014

565.2 millions de dollars



Tous les partenaires humanitaires, y compris les donateurs et les agences bénéficiaires, sont encouragés à informer le Service de suivi financier d'OCHA (FTS - <http://fts.unocha.org>) du décaissement et des contributions en nature en envoyant un mail à : fts@un.org

Financements par secteurs (en million de dollars)

Secteur	% Financés	Fonds requis	Fonds financés	Non couverts
Sécurité Alimentaire	47%	180,00	85,08	94,94
Protection	8%	74,00	6,28	67,74
Santé	31%	64,32	19,78	44,54
Relèvement précoce	3%	60,00	1,65	58,35
Abris d'urgence	15%	33,54	4,88	28,66
Education	7%	33,00	2,21	30,79
EHA	36%	27,50	9,88	17,62
Multi-secteurs (Réfugiés)	2%	22,68	0,54	22,15
Nutrition	34%	22,55	7,62	14,93
CCCM	0%	20,00	-	20,00
Coordination	26%	15,50	3,98	11,52
Logistique	79%	10,20	8,07	2,14
Télécommunications d'urgence	19%	1,91	0,36	1,55
Secteurs pas encore spécifié	0%	-	64,21	64,21

Réponse humanitaire



Coordination et Gestion des camps

Besoin:

- Des solutions alternatives, notamment de nouveaux sites, doivent être identifiées et évaluées pour les PDI vivant dans les sites les plus à risque et pour ceux qui sont dans l'impossibilité de retourner à la maison pendant la saison pluvieuse.
- Coordonner la fourniture d'une assistance et la protection dans les sites de PDI à Bangui et soutenir les responsables de sites.
- Evaluer les sites et renforcer la capacité des acteurs et partenaires CCCM en dehors de Bangui.

501 980

personnes ciblées en 2014.

Réponse:

- A Bangui, le cluster fait le suivi des manquements liés à l'assistance et à la protection dans les sites. Il informe les secteurs concernés sur les besoins non couverts dans l'assistance et la protection; soutient les responsables des sites dans la résolution de problèmes; et coordonne avec les autorités nationales et locales. Des animateurs de site ont visité 37 sites à Bangui et ont informé des besoins aux clusters concernés pour suivi.
- Un nouveau site, "Fédération des Déplacés" est mis en place à Bangui, il abrite des PDI de Nasradine et ceux de l'Ecole Islamique. L'assistance en eau, hygiène, assainissement et en abris est en cours.
- De cliniques mobiles ont été décentralisées sur les sites de Ndjongo, Eglise luthérien et St Antoine de Padou. Elles ont réalisé plus de 330 consultations.
- A Kaga Bandoro, le cluster a évalué les sites de l'Évêché, Nativité et Bissingale. La capacité de 129 acteurs et partenaires de la coordination et gestion des camps a également été renforcée. Un nouveau plan du site de l'Évêché est préparé pour atténuer le risque d'incendie.
- A Bambari, le cluster a effectué une évaluation des sites et a étudié la possibilité de mettre en place un nouveau site afin de transférer les PDI y restant ou ceux proches des deux bases militaires.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La saison des pluies demande de la plupart des acteurs et des partenaires de la coordination et de la gestion des camps de rapidement trouver des solutions pour les PDI vivant dans les sites les plus à risque.
- Des financements additionnels sont nécessaires pour mieux répondre aux besoins en gestion des sites dans le pays et améliorer la communication avec les PDI.
- A Bangui, l'assistance en abri, en eau, hygiène, assainissement et en vivres reste la plus sollicitée dans les sites de PDI.



Education

Besoins:

- Nécessité de mettre en place des espaces temporaires d'apprentissage et de protection des enfants (Etape) avec des activités éducatives, récréatives adaptées à l'âge des enfants et des services de protection de l'enfance pour 362 000 personnes.
- Nécessité de disposer de matériels récréatifs d'urgence, d'enseignement et d'apprentissage dans les Etape et les écoles pour 362 000 personnes.
- Besoin de formation psychosociale pour 5 000 enseignants.
- Des activités de cantines scolaires pour 400 000 personnes dans le besoin, sont nécessaires, particulièrement dans les préfectures ayant enregistré un faible taux de retour des élèves.
- Formations psychosociales pour les enseignants afin de s'assurer que les enfants ont accès à des soins de traumatologie adéquats.

350 000

personnes vulnérables sur les 400 000 ciblées en 2014 pour une éducation en situation d'urgence.

Réponse:

- Depuis janvier, 33 221 enfants ont bénéficié d'activités d'apprentissage et de protection dans 132 Etape à Bangui, Bossangoa et à Boda. Les enfants âgés de 3 à 18 ans ont accès à une éducation de base dans les sites de PDI et dans les camps de réfugiés.

- 327 enseignants et animateurs ont été formés sur le soutien psychosocial aux enfants.
- Des programmes de cantines scolaires sont en cours dans le pays. Pour l'instant, 201 399 élèves en ont bénéficié dans 12 préfectures et à Bangui.

Besoins non couverts & Contraintes:

- A ce jour, le cluster est financé à 7 pour cent seulement.
- Les mouvements de population rendent difficiles la fourniture d'une éducation structurée et des activités de protection de l'enfance.



Sécurité alimentaire

Besoins:

- Selon la Phase de Classification Intégrée (PCI) multi-agence du mois d'avril, la situation de la sécurité alimentaire demeure précaire dans le pays. Environ 45 pour cent de la population rurale (soit 1,7 million de personnes), sont en insécurité alimentaire. Une augmentation de l'aide alimentaire, de l'assistance en nutrition, et en intrants agricoles est nécessaire dans le pays pour assister les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et pour soutenir les agriculteurs affectés par la crise à planter pour l'actuelle campagne agricole afin d'éviter une importante crise alimentaire et nutritionnelle dans les prochains mois.
- Les données pluviométriques d'avril à juin indiquent que le temps a été plus sec que la moyenne. Il y a eu d'importants déficits pluviométriques dans le nord-ouest, particulièrement dans les principales zones agricoles de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé et dans les régions nord de Bangui. Des besoins alimentaires dans ces régions sont à prévoir durant la saison agricole.
- Les résultats de l'évaluation des marchés et de la sécurité alimentaire réalisée par la FAO et le PAM en avril 2014, ont alerté la RCA sur la nécessité d'une grande et coûteuse opération humanitaire au cours des 18 prochains mois au minimum pour empêcher cette croissance et pour soutenir la reconstruction des moyens de subsistance.

1,25 million

Personnes vulnérables
ciblées en 2014

Reponses:

- Le PAM a assisté environ 177 200 personnes du 1^{er} au 20 juillet, dont près de 50 pour cent étaient dans des régions en situation d'insécurité alimentaire d'urgence de PCI de niveau 4. Parallèlement à la distribution générale de vivres aux groupes vulnérables, aux PDI et aux ménages d'agriculteurs en situation d'insécurité alimentaire, 17 000 enfants de moins de 5 ans ont reçu des kits de vivres nutritifs.
- Du 1^{er} au 20 juillet, le PAM a distribué des rations de protection des semences à 92 300 personnes, dont 60 % étaient dans des régions de PCI de niveau 4. Elles sont unes des principales régions agricoles.
- Environ 22 500 enfants des écoles primaires ont reçu des repas chauds ce mois-ci, et 2 400 enfants malnutris âgés de 6 à 59 mois, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes vivant avec le VIH/sida, ont reçu des repas nutritifs.
- A Bangui, une évaluation rapide conjointe des clusters sécurité alimentaire et abri sur la situation de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire des personnes vulnérables, a été réalisée la semaine dernière dans certaines zones du quartier PK5.
- La FAO a distribué des semences et des outils à 80 000 familles d'agriculteurs pour la saison agricole en cours. Cela faisait partie des projets de distribution à l'échelle nationale ciblant les familles rurales les plus touchées par l'insécurité alimentaire.
- Les distributions sont particulièrement concentrées dans les préfectures nord-ouest de l'Ouham (14 000 familles) et celle de l'Ouham-Pendé (18 900 familles) qui sont considérées comme des régions d'urgence de PCI de niveau 4. Plus de 11 900 familles dans la préfecture de Ombella Mpoko dont celles des régions de Bangui et de Bossangoa, ont aussi reçu des kits agricoles.
- La saison agricole principale s'est terminée en fin juin mais la FAO soutiendra 40 000 familles de plus en outils et en semences (sorgho, haricots, sésame et mil) pour le cycle court agricole. Cela devrait durer jusqu'en fin juillet ou en mi-août, en fonction des zones géographiques.
- La FAO a également obtenu un financement pour soutenir la résilience de 50 000 familles supplémentaires, dont la majorité sont des membres d'associations de femmes, en les aidant à renforcer leurs capacités financières, leurs techniques agricoles et la protection sociale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Malgré l'augmentation de la fourniture de l'assistance et celle de la population assistée, la saison pluvieuse, la mauvaise condition des routes, l'insécurité le long des routes et dans les sites de distribution, représentent les principaux défis.

- Le PAM a besoin de 1 million de dollars pour renforcer, en collaboration avec la FAO, le soutien au cluster sécurité alimentaire pendant six mois.
- La PCI de novembre 2013 a indiqué que 1,2 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Celle du mois d'avril a conclu qu'il s'agit plutôt de 1,7 million de personnes, soit une hausse de 500 000 personnes qui ont besoin d'une assistance en vivres dans le pays au cours des 8 derniers mois.
- Dans le SRP, la FAO a besoin de 45 millions de dollars pour assister 150 000 familles d'agriculteurs. À ce jour, 30,5 millions¹ de dollars ont été reçus. Les fonds déjà reçus, ont permis à la FAO de soutenir 120 000 familles d'agriculteurs pour la campagne agricole en cours dans 14 des 16 préfectures. Cependant, 14,5 millions de dollars sont nécessaires pour atteindre les objectifs du SRP.



Santé

Besoins:

- Nécessité d'accroître l'assistance médicale dans les sites de PDI musulmans à Boda.
- Renforcer le fonctionnement de l'hôpital à Bimbo pour mieux gérer les cas des PDI transférées des sites dans la région pour environ 20.000 PDI.
- Malgré la situation sécuritaire volatile, organiser les campagnes de vaccination contre la rougeole dans les sites de PDI à Kaga Bandoro (sites de Evêché, Nativité et Bissingalé) et à Bambari (sites M, NDV et S).

878 000

Personnes ciblées en 2014

Réponse:

- Des médicaments essentiels, des consommables et des équipements, dont des kits de trauma et de paludisme, ont été fournis à six structures sanitaires: les sites de l'hôpital et de musulmans à Boda, le Complexe pédiatrique de Bangui, les hôpitaux de Bossembele, Boali et Yaloké.
- L'OMS fournira 100 000 tests rapides du paludisme à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge, qui est le partenaire d'exécution du Fonds mondial contre le paludisme, la tuberculose et le VIH en RCA. Ceci permettra la distribution aux centres sanitaires.
- L'ONG Emergency fournit gratuitement des poches de sang sécurisées à huit centres de santé à Bangui et ses périphéries.
- Le 19 juillet, une réunion intersectorielle a eu lieu sur les programmes de santé mentale, en se concentrant sur l'identification des priorités actuelles. Ils comprennent la nécessité de poursuivre la formation des agents de santé, notamment pour ceux au sein des organisations humanitaires, sur les compétences de base de l'écoute et de la détection des cas qui relèvent des domaines de santé mentale. La nécessité de développer des activités de santé mentale en dehors de Bangui dans six autres régions prioritaires, dont Bambari, Yaloké, Boda, Kaba, Kaga Bandoro et Paoua, a été discutée. Dans ces régions, les PDI ont vécu des situations traumatisantes.
- A Bangui, la clinique mobile de l'OIM a fourni 338 consultations dans trois sites de PDI, dont 96 consultations étaient liées au paludisme. A Boda, l'équipe de la clinique mobile de l'OIM a fourni 459 consultations médicales dans quatre communautés d'accueil de PDI ; 66 cas ont été liés au paludisme, tandis que 49 étaient des infections respiratoires.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Difficultés d'approvisionnement de Bambari avec différents apports et le transfert de personnes malades vers Bangui en raison des contraintes sécuritaires.



Logistique

Réponse:

- Depuis janvier, le cluster a soutenu les opérations de 24 organisations partenaires dans le pays.
- Le cluster continue à collecter, compiler et partager les informations sur le transport routier de Bangui vers divers endroits sur le terrain.
- Le cluster a partagé des informations avec les partenaires sur l'état actuel des points d'entrée, l'accès routier et les contraintes, et les coordonnées des fournisseurs et des bureaux de douane.

¹ 3 millions de dollars sont engagés pour les activités non couvertes par la SRP: pisciculture, cluster coordination, formation, irrigation du riz, etc.

- Le cluster et le PAM ont coordonné le transport de deux unités de stockage mobile; une à Batangafo et l'autre à Kabo, pour soutenir les activités humanitaires.
- Malgré les contraintes en termes de carburant, UNHAS a transporté 769 passagers et 11,1 tonnes de marchandises du 1er au 20 juillet. UNHAS a également fourni huit relocalisations sécuritaires et a organisé un vol spécial au cours de la semaine dernière.
- Des informations actualisées sont partagées sur le site du cluster logistique concernant les vols UNHAS et les informations du cluster logistique sont disponibles sur: <http://logcluster.org/ops/caf13a>

Besoins non couverts & Contraintes:

- La faiblesse des infrastructures et l'insécurité le long des routes principales restent un défi logistique, entravant la chaîne logistique humanitaire.
- La saison des pluies rend plus difficiles les opérations, comme les conditions des routes vont se détériorer et prolonger le temps de transport.
- Le problème de pénurie de kérosène n'est pas encore résolu.



Assistance multisectorielle aux réfugiés

Besoins:

- La protection physique est nécessaire pour les réfugiés pendant la crise persistante de la RCA.
- Les activités de protection requises pour les réfugiés comprennent la prévention et réponse à la violence sexuelle et basée sur le genre, la vérification / enregistrement afin de trouver des solutions durables appropriées et la protection des enfants.
- Fournir une assistance multi-sectorielle aux réfugiés urbains et aux réfugiés vivant dans des camps, dont les soins de santé primaire et secondaire, la santé reproductive, le VIH / SIDA, la nutrition et le renforcement des capacités.
- La mise en œuvre de la stratégie de solutions durables en RCA.
- Nécessité de renforcement des capacités pour les réfugiés.

501 980

personnes vulnérables
ciblées en 2014.

Réponse:

- A Bangui, le HCR continue à faire un plaidoyer pour la présence permanente d'une force autour du camp des réfugiés de Pladama Ouaka à Bambari. Le camp accueille 1 967 réfugiés soudanais. A Bambari, les forces internationales patrouillent la région.
- A Bangui, Mercy Corps, partenaire médical du HCR, a fourni une assistance médicale et psychosociale aux trois victimes de violence basée sur le genre et une assistance matérielle aux deux victimes de violence basée sur le genre.
- A Zemio, le centre de santé du camp a enregistré deux nouveau-nés au cours de la période couverte par le rapport. Le HCR a présenté quatre déclarations de naissance au bureau de l'état civil de Zemio pour la délivrance des certificats de naissance.
- IMC, partenaire du HCR en charge de la santé, des activités sur la violence sexuelle et basée sur le genre, de la nutrition, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour les réfugiés à Zemio, a organisé des séances de sensibilisation sur les principes de non-discrimination, la scolarisation et la santé reproductive, ciblant 584 réfugiés (124 ménages).
- A Zemio, IMC a effectué un examen médical de 382 patients, dont 192 étaient de la communauté d'accueil et 131 étaient des enfants de moins de 5 ans. La principale maladie diagnostiquée est le paludisme, soit 67% du total des patients dépistés et affectant 65 % des enfants de moins de 5 ans. Un dépistage nutritionnel a été réalisé sur 127 enfants de réfugiés dont 78 garçons et 49 filles. Seuls deux cas de malnutrition modérée ont été trouvés dans les communautés d'accueil.
- La section protection du HCR a interviewé trois familles composées de neuf personnes, qui ont opté pour le rapatriement volontaire à Kinshasa (RDC), à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Ouagadougou (Burkina Faso). HCR procédera aux procédures de départ dès que ses bureaux des pays d'origine, recevront des informations de suivi positives.
- IMC, le partenaire de santé du HCR, a organisé des groupes de discussion sur la transmission du VIH de la mère à l'enfant, ciblant 140 femmes en âge de procréer. Dans le camp de Zemio, 21 agents médicaux et des auxiliaires ont été formés sur la maintenance de la chaîne du froid.
- Environ 700 retournés spontanés centrafricains du camp de Mole en RDC sur les 1 600 (chiffres partagés par les autorités centrafricaines), sont accueillis dans l'un des sites de PDI à Bangui. Pour éviter des accrochages entre les retournés spontanés et les PDI dans les sites, le HCR a organisé des réunions avec les

responsables communautaires afin de les sensibiliser sur la coexistence pacifique avec les retournés récemment arrivés.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Absence d'une force internationale permanente pour sécuriser le camp de réfugiés de Pladama Ouaka à Bambari.
- Manque d'accès aux réfugiés musulmans soudanais et tchadiens vivant dans le quartier PK5 de Bangui pour un exercice de vérification, en raison de l'insécurité qui prévaut.



Besoins:

- Environ 28 000 enfants seront touchés par la malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2014 et 75 500 enfants, de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Ces chiffres pourraient augmenter en raison des facteurs aggravants (déplacement, insécurité alimentaire, faible accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentation de la morbidité et manque de services de santé) et le début de la saison pluvieuse/période de soudure.
- Environ 16 800 enfants souffrant de MAS sont ciblés pour suivre un traitement en 2014.
- Environ 159 000 enfants de moins de 5 ans ont besoin d'une alimentation hautement nutritive. Un stock plus important et mieux financé est nécessaire pour éviter une détérioration de l'état nutritionnel des enfants pendant la saison pluvieuse.

361 011

personnes vulnérables
ciblées pour les services de
nutrition en 2014.

Réponse:

- Depuis le 1^{er} janvier, 13 255 enfants ont été admis pour un traitement contre la MAS dans le pays, dont 6 343 ont déjà été guéris. Les taux de performance sont les suivants: Guérison: 81 % (> 75 %); décès: 3 % (<5 %); par défaut: 16 % (>15 %). Ceci représente 79 % de l'objectif du SRP de 16 800 enfants souffrant de MAS.
- Depuis le début de l'année, 14 156 enfants ont été guéris de la MAM avec les taux de performance suivants: Taux de guérison: 73,3 % (> 75 %); décès: 0,03 % (<3 %); défaut: 17,96 % (>15 %). Ces taux représentent 19% de l'objectif SRP de 75 000 enfants souffrant de MAM. 2 768 femmes enceintes et allaitantes ont reçu des suppléments nutritionnels. 3 200 personnes vivant avec le VIH/SIDA et sur traitement antirétroviral, sont inscrites dans l'activité d'alimentation par ordonnance.
- Depuis le 1^{er} janvier, 111 779 enfants ont été dépistés de la malnutrition. Ceci représente 31% des 360 000 enfants ciblés dans le SRP. Les enfants ont reçu des soins à travers les programmes thérapeutiques ambulatoires (PTA) sur les sites mobiles. Certains ont également été référés pour traitement dans des structures sanitaires existantes disposant de PTA et de composants du programme d'alimentation supplémentaires (PAS).
- Selon une cartographie du cluster nutrition, il y a 152 programmes thérapeutiques ambulatoires, 29 programmes thérapeutiques dans les hôpitaux et 91 programmes d'alimentation supplémentaires fonctionnels, ciblés en RCA.
- A Bangui, Intersos a dépisté 175 enfants dans les sites Don Bosco, Guitangola, St Charles Lwanga et St Jacques Keptene. Les résultats ont révélé 25 cas de MAM et 11 cas de MAS.
- Une enquête nutritionnelle (SMART) a été finalisée le 15 juillet à Bangui. Un rapport est en cours d'élaboration.
- L'alimentation complémentaire est en cours pour éviter une hausse de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Par ménage, chaque enfant de moins de 5 ans reçoit des Plumpy'Sup nutritifs du PAM. En juin, 46 000 enfants ont été assistés à travers ce programme, ce qui représente une hausse de 68% par rapport au début de l'année. Depuis que l'accès aux personnes dans le besoin reste un défi, chaque occasion est saisie pour atteindre mensuellement différents groupes d'enfants dans le pays. De janvier à juin, 315 tonnes de Plumpy'Sup ont été distribuées.
- Le PAM et les partenaires fournissent une alimentation enrichie et mélangée aux femmes enceintes et allaitantes et des messages sur les bonnes pratiques nutritionnelles lors des consultations médicales postnatales et prénatales. Ceci pour aider à protéger la période critique des 1 000 jours pour les interventions en nutrition.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Faible couverture de la gestion communautaire des services de malnutrition aiguë en dehors de Bangui en raison de contraintes sécuritaires.
- Il y a des lacunes dans la fourniture d'activités pour soutenir une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant.



Besoins:

- Augmenter les capacités de protection pour les personnes affectées à Bambari, en particulier les PDI.
- Identifier des solutions pour trois sites de PDI à Bambari, où les PDI (principalement les femmes, les filles et les enfants) vivent dans des conditions difficiles à proximité des forces militaires internationales.
- Besoin de fournir un soutien psychosocial aux femmes, aux enfants et aux autres personnes vulnérables touchées par la violence.
- Besoin de renforcer le plaidoyer avec les groupes armés afin d'assurer le respect des normes fondamentales des droits humains, dont les procédures des Nations Unies concernant les enfants dans une situation de conflits armés.

2 millions

de personnes vulnérables
ciblées en 2014

Réponse:

- Du 18 au 29 juillet, le cluster Protection, en collaboration avec le cluster Protection globale et le HCR, ont organisé un atelier sur la protection intégrée avec 40 participants, dont les acteurs humanitaires et les autorités locales à Bouar (préfecture de Nana Mambéré). L'atelier permettra aux participants d'inculquer les principes de protection dans leurs zones de travail et dans leurs évaluations.
- Le 18 juillet, l'équipe du HCR à Bossangoa a mené une mission conjointe à Bakassa pour évaluer la situation des PDI de Boguila et de Nana. Environ 300 PDI ont été identifiées à Boguila et 381 à Nana Bakassa. Les résultats de la mission ont également révélé que certains cas de violence sexuelle ont été identifiés et référés aux acteurs humanitaires pour une assistance médicale et psychosociale.
- A Batangafo (préfecture de Ouham), le HCR et ses partenaires ont indiqué que 7 895 PDI avaient été identifiées, dont 6 513 sur le site de l'Église catholique, 1 100 sur le site Centre Bercaïl, 167 à l'hôpital et 115 à la base de DRC. Environ 2 464 PDI ont été également enregistrées à Boya 1 et 2 673 à Bozacou (préfecture de Ouham).
- Le 19 juillet, l'équipe du HCR à Paoua a organisé une mission à Ngaoundaye pour évaluer la situation de protection de 40 femmes et enfants identifiés comme étant à risque et bloqués à la frontière entre la RCA et le Cameroun après le refus d'entrée dans le pays par les autorités camerounaises. Les résultats de la mission ont révélé que l'accès au Cameroun à travers le village de Mbéré a été suspendu par une décision prise par les autorités locales camerounaises à la frontière. La mission a indiqué qu'après trois jours passés à la frontière, ces personnes ont été transférées au Tchad par leurs parents de la communauté peuhle.
- A Kaga Bandoro (préfecture de Nana Gribizi), le cluster protection régional a finalisé l'identification des PDI dans les familles d'accueil. 4 970 familles environ 24 850 personnes ont été identifiées.
- Du 16 au 21 juillet, les acteurs du sous-cluster protection de l'enfance ont organisé plusieurs activités de sensibilisation et de conscientisation de 905 personnes à Kaga Bandoro, à Bangui et à Bouar sur les questions relatives à la séparation des familles, à la violence contre les enfants, dont la violence sexuelle. Suite à ces séances de sensibilisation, quatre réseaux communautaires de violence contre les enfants ont été mis en place dans trois régions.
- Du 16 au 21 juillet, un nouveau projet de protection de l'enfance relatif à la création de sept espaces amis des enfants (EAE) a été lancé à Boali et à Yaloke (préfecture de Ombella Mpoko). Le projet ciblera environ 2 500 enfants et sera mise en œuvre par Caritas-Bangui avec le soutien de UNICEF.
- Environ 22 enfants non accompagnés ou séparés étaient identifiés par UNICEF, IRC et Save the Children International. Des procédures de recherche de familles pour sept cas d'enfants non accompagnés ont été lancées. Deux enfants ont été réunis avec leurs familles.
- En réponse à la crise de Bambari, un espace ami des enfants (EAE) mobile, géré par Save the Children est opérationnel. Des activités de conscientisation et d'assainissement ont été lancées pour prévenir la séparation des familles, la prise en charge des enfants qui ont besoin d'aide, ainsi que d'autres questions liées à la protection.
- Le programme de santé mentale et psychosociale, un effort conjoint de OIM, COOPI et DRC, est opérationnel dans six centres communautaires / d'écoute et dans trois centres mobiles des 3^{ème}, 4^{ème}, et 7^{ème} arrondissements de Bangui.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Les combats persistants et la violence généralisée contre les civils à Bambari, causent un déplacement massif de la population.
- La relocalisation temporaire du personnel humanitaire, dont celle des acteurs de la protection de Bambari à Bangui, a entravé les interventions de protection et de réponse aux besoins de protection d'urgence des PDI et des autres communautés touchées.

- La situation sécuritaire tendue dans et autour de Batangafo, Markounda, Kouki et dans d'autres régions du pays comme Abba, Amada Gaza et Gadzi, a entravé l'accès aux zones où les activités de protection sont nécessaires.



Abri d'urgence et articles non vivres

Besoins:

- Une récente évaluation de UNICEF / RRM réalisée par PU-AMI sur les besoins d'abris et les articles non vivres des retournés et des PDI dans plusieurs villages sur l'axe Carnot-Gadzi et la communauté peuhle a révélé la nécessité d'un abri de réparation.

703 975

personnes vulnérables ciblées en 2014 en abris d'urgence et non vivres.

Réponse:

- A Bangui, PU-AMI soutient la réhabilitation des Frères Castor et Grand Séminaire et la construction d'un abri au Grand Séminaire, le site de transit malien et le Quartier Sénégalais. Des abris communautaires du site Saint Charles Luanga, ont été démontés. ACTED a identifié 300 ménages qui recevront des matériaux de réparation de logement et des kits en non vivres.
- A Boda, des besoins en abris d'urgence et en articles non vivres ont été évalués par OIM. IFRC / CRCA distribuent 1 000 kits en non vivres aux personnes identifiées être dans le besoin.
- A Kaga-Bandoro, Solidarités International, partenaire de UNICEF/RRM, a assisté 2 000 ménages avec des kits non vivres. Il réalise des évaluations multi-sectorielles dans la région.
- PU-AMI, ACTED et Solidarités International mènent des évaluations pour assurer l'assistance à la réparation et à la reconstruction des logements en dehors de Bangui.
- Pour promouvoir l'intégration des questions liées à la protection dans les projets d'assistance en abri et en articles non vivres, le cluster a soutenu pour ses partenaires, l'organisation d'un atelier sur l'intégration de la protection, qui était facilité par le cluster protection globale.
- Pour trouver rapidement une réponse aux nouvelles alertes en termes de besoins en abris d'urgence et en articles non vivres, le cluster renforce les efforts de coordination entre les partenaires et la communauté humanitaire.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Grâce à ses partenaires, le cluster fait constamment le suivi des besoins en soutien de réhabilitation de logement interne. Les besoins de financement pour la réparation des maisons pourraient considérablement augmenter.



Télécommunications d'Urgence (TCU)

Réponse:

- Le personnel TCU est à Bambari pour effectuer une mission d'évaluation des télécommunications sécurisées.
- A Bambari, TCU assure la connectivité Internet dans l'enceinte du PAM à Bambari.
- Toutes les informations TCU sont disponibles à l'adresse:
<http://ictemergency.wfp.org/web/ictopr/emergencies2013/central-african-republic>

Besoins non couverts & Contraintes:

- L'absence de compounds sécurisés et/ou de locaux de bureaux adéquats dans certains endroits opérationnels (Bambari, N'Délé et Kaga Bandoro) empêche l'installation d'équipements TCU et le déploiement de services.
- En dehors de Bangui, le manque d'opérateurs radio et la situation sécuritaire entravent le plein respect des exigences C-MOSS pour les centres de communications. Des recrutements prévus sont retardés en raison de contraintes de financement.
- La situation financière reste critique. Les clusters conjoints TCU/logistique est financé à 36% seulement. Un financement supplémentaire est nécessaire pour maintenir les opérations à leur niveau actuel.



Eau, Hygiène et Assainissement

Besoins:

- A Bossangoa, 300 PDI ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement.
- Autour de Bossangoa, les PDI dans les communautés d'accueil et les retournés (nombre non encore estimé) ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement, en particulier l'accès à l'eau.
- Suite aux attaques autour de Batangafo, 5 137 personnes se sont réfugiées dans deux villages près de Bouca, Boya 1 et Bozacon. Un soutien en eau, hygiène et assainissement, est nécessaire en raison de la défécation en plein air et du manque de sources d'eau potable dans cette région.
- A Kaga Bandoro 11 554 PDI du site de l'Évêché et 2 455 du site Nativité ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement.
- A Grimari, 8 117 PDI du site Paroisse ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement.
- A Bambari, 13 200 PDI dans trois sites ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement.

900 000

Personnes vulnérables
ciblées en 2014

Réponse:

- Grâce à l'appui de la SODECA et UNICEF, 35 000 personnes reçoivent 530 m³ d'eau potable / jour à Bossangoa (préfecture de Ouham). En outre, 300 PDI ont reçu 10 m³ d'eau potable/jour (environ 33 litres/personne/et par jour).
- A Kaga Bandoro (préfecture de Nana Gribizi), 11 554 personnes sur le site de l'Évêché ont eu accès à l'eau potable à travers des camions-citernes. CICR, CARITAS et UNICEF ont distribué 251 m³ d'eau durant la semaine écoulée. La réhabilitation d'un puits équipé d'une pompe à main est en cours. La construction de 10 nouvelles latrines a été finalisée. Actuellement, 60 latrines sur 116 ciblées (ou 232 si les PDI restent plus de trois mois sur le site), ont été construites. Environ 20 nouvelles douches sur une cible de 35, ont été construites. Deux fosses de déchets solides ont été creusées et 12 promoteurs d'hygiène de la Croix-Rouge centrafricaine ont mis en œuvre des activités de promotion de l'hygiène pour les PDI. A Kaga Bandoro, 2 455 personnes dans le site Nativité ont eu accès à l'eau potable par camionnage. La semaine dernière, le CICR a distribué 70 m³ d'eau. Une évaluation en eau, hygiène et assainissement a été effectuée par CARITAS et Vitalité Plus.
- A Grimari (préfecture de Ouaka), 8 117 PDI de la paroisse, ont reçu 30 m³ d'eau potable/jour et des services de promotion de l'hygiène, dont le lavage des mains, l'hygiène alimentaire et l'utilisation des latrines.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La présence des partenaires en eau, hygiène et assainissement et celle des membres du cluster abri a été évaluée pour identifier les lacunes.
- Il n'y a pas de partenaires en eau, hygiène et assainissement dans les zones critiques.
- Le manque de réponse opérationnelle coordonnée dans les régions clés entrave la synergie entre les acteurs humanitaires et les populations à risque, ainsi que la mise en place de l'approche "do no harm".
- Manque de stratégie intégrée claire pour l'assistance humanitaire des retournés à Bangui.
- Les structures d'évacuation des déchets solides et de boue sont insuffisantes autour de Bangui et elles ont besoin d'être réhabilitées.

Coordination générale

En réponse à une demande de l'équipe humanitaire pays (EHP) en RCA, le groupe de coordination inter-cluster met en place un mécanisme de suivi de la circulation des personnes touchées par la crise à Bambari. Cela permettra la collecte rapide de données sur les IDP à Bangui et dans les autres villes touchées. Le bureau OCHA à Bambari est le point focal pour la collecte des données.

Les résultats d'une mission d'évaluation menée par le bureau de OCHA de Paoua à Ngaoundaye et à Kouï, ont révélé qu'il y a plus de 1 950 PDI sur l'axe Ngaoundaye, dont 350 ménages d'origine ethnique peuhle à Kouï et 52 ménages musulmans à Bocaranga.

Le bureau OCHA à Bouar a organisé une mission à Garoua Boulai (Cameroun) afin d'évaluer la possibilité de mettre en place un mécanisme de partage d'information avec les acteurs de Bouar. Les premières discussions ont porté sur le processus et l'établissement des termes de référence pour cette collaboration.

La réunion du groupe de travail sur les retours et les solutions durables a eu lieu le 20 juillet, durant laquelle les responsables désignés, pour les sept objectifs principaux, ont été discutés. Ces objectifs sont les suivants: 1) sécuriser les quartiers et les arrondissements; 2) la restauration de l'Etat de droit; 3) l'accès aux services sociaux de base; 4) la relance des activités socio-économiques; 5) l'assistance au retour et aux solutions durables; 6) la protection; 7) la cohésion sociale.

Les discussions sont aussi focalisées sur la création d'un cadre opérationnel pour les retours et les solutions durables pour les PDI. L'arrivée d'un coordonnateur dédié à cela est prévue.

MINUSCA a organisé une réunion sur la protection des civils axée sur la stratégie, la communication entre les différents intervenants et l'identification des activités et des zones géographiques prioritaires pour des évaluations conjointes.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

François Goemans, Chef du bureau goemans@un.org, Tel: +236 70 73 87 30

John James, Chef des unités Information publique et Gestion de l'Information, calvinjames@un.org, Tel : +236 70 85 75 90

Laura Fultang, Chargée d'Information publique, fultangl@un.org, Tel: +236 70 18 80 64

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur www.unocha.org/car; www.reliefweb.int